

La citation du mois

« Nous aurions aimé accueillir le président de la République française, mais aujourd'hui, ce n'est pas en tant que président de la République française qu'il vient, mais en tant que président du G20. (...) »

Ce n'est pas une visite à la hauteur de l'amitié entre la France et la Turquie. La Turquie et les relations franco-turques méritent bien plus que cela (...)

Nous regrettons également que M. Sarkozy n'ait pas fait de visite en Turquie, depuis qu'il a pris ses fonctions. Le président de la République de Turquie est allé en France, et moi-même, en tant que Premier ministre, j'y suis allé. »

Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, dans un entretien accordé à l'AFP, le 24 février.

A la une : Visite de Nicolas Sarkozy à Ankara, colère turque

A la veille de la visite de Nicolas Sarkozy à Ankara, pour cinq ou six heures et en tant que président du G20 et non de la France, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a poussé un véritable coup de colère.

Depuis Paris, le président français avait rappelé dans les colonnes du quotidien Posta : *« Je reste convaincu que la Turquie et l'Union européenne doivent entretenir des relations aussi étroites que possible sans aller jusqu'à l'intégration, qui ne profiterait en réalité ni à la Turquie, ni à l'Union européenne. »*



Une position « radicale » juge l'universitaire Cengiz Aktar pour qui *« même Chypre ne dit pas à la Turquie qu'elle ne fera jamais partie de l'UE »* (Le Monde).

A la télévision turque ATV, le premier ministre turc a déclaré : *« Nous avons beaucoup mis en garde Sarkozy sur le sujet. Nous lui avons dit que son approche de la Turquie était mauvaise. (...) Et demain, je lui dirai : vous avez encore fait des déclarations, mais à moi vous me dites des choses différentes ».*

« Mais si les choses continuent comme ça, alors prenez une décision et annoncez: "nous ne voulons pas de la Turquie" dans l'Europe, » avait-il lancé, à l'adresse du président français.

« L'Union européenne a besoin de la Turquie, la Turquie a besoin de l'Union européenne » et *« ils veulent peut-être que nous renoncions, mais nous résistons »*, avait assuré Recep Tayyip Erdogan.

Nicolas Sarkozy lui a répondu à Ankara en déclarant que, si la Turquie avait des « lignes rouges » dans ce dossier, la France en avait aussi et qu'il fallait s'efforcer de les comprendre. *« Vous avez une opinion publique, j'en ai une aussi. Ça ne veut pas dire qu'on a raison, ça veut dire qu'il faut discuter pour trouver les voies d'un compromis »*, rapporte Lenouvelobs.com (26 février). Le président français a assuré vouloir *« trouver des voies d'avenir qui ne conduisent ni à une déstabilisation de l'Union européenne ni à décourager la société turque sur la voie de sa modernisation »* (Le Monde, 28 février).

Et au cours d'une conférence de presse commune à Ankara, le président turc, Abdullah Gül *« n'a pas manqué de dire au président Sarkozy que la France manquait à sa parole, puisqu'elle avait approuvé l'ouverture de négociations d'adhésion de ce pays à l'UE sous Jacques Chirac »*, souligne Le Monde (28 février).

Le président français s'est défaussé : si les négociations sont au point mort, *« ce n'est pas la France »* qui en est la cause, c'est la Commission européenne qui a gelé le processus alors que quelques minutes auparavant, le président turc, le visage fermé, avait appelé la France à *« ne pas bloquer de manière artificielle »* le processus d'adhésion (La Tribune).

« Entre l'adhésion et l'association, il y a un chemin d'équilibre et un compromis possibles », a plaidé Nicolas Sarkozy.

Actualités

La Turquie, un « modèle » pour les peuples arabes ?

Tous les grands titres de la presse française se sont interrogés – et longuement – sur l'existence et les limites d'un « modèle turc » pour les peuples arabes en révolte.

Aujourd'hui, face au désarroi des puissances occidentales, le « modèle turc » apparaît plus que jamais comme une alternative pour penser la transition politique.

Nation musulmane dans un Etat laïque, pilier de l'Otan, héritière d'un grand empire, la Turquie inspire largement les peuples arabes et de nombreux mouvements se réfèrent au parti pour la justice et du développement turc, l'AKP, en Tunisie, en Irak, en Syrie, en Jordanie etc.

Un sondage réalisé par le think-tank turc Tesev réalisé dans plusieurs pays arabes révèle que 66% des sondés assurent voir dans la Turquie un modèle de développement réussi par « synthèse entre islam et démocratie » (Libération, 4 février et Le Figaro, 5 et 22 février).

Selon cette étude, le modèle turc repose sur trois forces : « sa tradition musulmane » qui prouve qu'un parti islamiste peut accéder et se maintenir au pouvoir par les voies légales « sans mettre œuvre un agenda d'islamisation systématique », « son économie dynamique », « son gouvernement démocratique », et enfin, une composante identitaire, « un arrangement culturel à la fois moderniste et respectueux du passé qui semble faire envie à des voisins en perte de repères » (Dorothee Schmid, Le Figaro, 22 février).

Plusieurs questions se posent cependant. Le « modèle turc » est-il celui de l'AKP ?

Le modèle turc est-il exportable alors qu'il est né dans des conditions particulières et a connu une lente maturation ?

Les éléments du modèle son « fragiles sinon discutables », selon Dorothee Schmid. Menace sur la laïcité, tentation autoritaire du pouvoir, modèle centré sur l'armée, et habitus démocratique contesté en Turquie devraient « inciter les promoteurs officiels du "modèle turc à rester modestes » (Le Monde, 17 février).

La Turquie opposée à des sanctions contre le régime libyen

Le presse régionale du Sud-est (24 février) se fait l'écho des propos du premier ministre turc pour qui des sanctions contre le régime libyen risquent de « punir la population ».

Alors que les Etats-Unis et l'UE envisagent de telles mesures face à la violence de la répression, M. Erdogan insiste : « Il n'est pas correct d'agir à la hâte dans ce genre de situation. (...) Nous n'avons pas pour tâche de nous mêler des affaires de la Libye (...) c'est le peuple libyen qui décidera lui-même de son propre sort ». Et le chef du gouvernement turc d'ajouter : « Je suis persuadé que ceux qui sont au poste de commande de la Libye finiront pas voir ces réalités. »

La Turquie a d'importants intérêts économiques en Libye, où elle dirige de nombreux chantiers de construction.

Le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, a appelé Tripoli à répondre aux « demandes de la société » pour plus de démocratie.

2. Dossier du mois : « ... »

« La visite éclair de Sarkozy irrite la Turquie » (Libération, 26 février)

« Nous aurions aimé accueillir le président de la République française, mais aujourd'hui, ce n'est pas en tant que président de la République française qu'il vient, mais en tant que président du G20 (...) ce n'est pas une visite à la hauteur de l'amitié entre la France et la Turquie. »

Cette phrase prononcée par le premier ministre turc à la veille du déplacement de Nicolas Sarkozy, résume le sentiment turc et a été reprise par l'ensemble des médias français (presse, radios, télévisions). « Il était au diapason d'une opinion publique et d'une presse vent debout contre ce qu'elles ressentent comme un affront », estime Libération (26 février)

Non seulement Nicolas Sarkozy vient en tant que président du G20 et non pas président de la France, mais en plus pour cinq ou six heures seulement. « Visite a minima », « jet visite » ou « 315 minutes », ce « saut de puce » a « irrité » les Turcs, autorités, médias et population confondus.

La Turquie humiliée, et lassée

Comme l'écrit Le Monde (28 février), « les Français ont beau dire qu'ils sont "d'accord sur leurs désaccords" avec les Turcs, ces derniers ne sont toujours pas d'accord. Et le font savoir. »

Les médias évoquent un « accueil glacial » et plein d'« amertume ». Seuls « le maire de la capitale et un sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères s'étaient déplacés pour accueillir le président français », précise RFI (25 février). « Pas même un ministre ».

Pour Sinan Ülgen, directeur du centre d'études économiques Edam à Istanbul et chercheur à la fondation Carnegie Europe l'animosité turque tient au fait qu'elle tient Nicolas Sarkozy « responsable de vouloir couper ce lien avec l'Europe », qu'une grande partie des Turcs considèrent comme un levier de modernisation.

Pour Laure Marchand (Le Figaro) et Nicolas Cheviron (AFP), l'amertume a fait place à l'indifférence

Le maire d'Ankara Melih Gokcek a fait savoir qu'il s'était permis de mâcher du chewing-gum en présence de Nicolas Sarkozy en réaction au « manque de respect » dont le chef de l'Etat français avait fait preuve selon lui en faisant de même. Un incident très largement repris dans la presse française.

L'« Elysée était mal à l'aise » (Le Monde, 26 février). Et « le déplacement tombe mal pour M. Sarkozy. La France n'a pas vu venir les révolutions arabes, et voilà que la Turquie, boudée sur l'UE par M. Sarkozy, peut faire figure de modèle pour ces pays », souligne Le Monde (26 février)

Le président français a reconnu qu'il était : « temps de repenser l'idée [qu'il avait] pour l'Union pour la Méditerranée. (...) on ne peut pas la construire de la même façon avec la rue arabe qui manifeste ».

« Après de si mauvaises prémices, le président français et ses homologues turcs ont rivalisé d'amabilité pour sauver ce qui peut l'être », souligne Libération. « La Turquie est un acteur absolument incontournable de la scène internationale », a déclaré Nicolas Sarkozy alors qu'Abdullah Gül, le président turc, saluait « le rôle de grande locomotive de la France en Europe ».

« Mais la blessure restera », estime Libération.